

Analyse des résultats des élections de mi-mandat aux Etats-Unis :

De l'effet de surprise au match-retour

Par Flore Kayl et Laure Pallez

Pour le think tank 'La France et le Monde en commun'

17 novembre 2022

Beaucoup d'encre a déjà coulé au sujet des résultats des élections de mi-mandat du 8 novembre dernier aux Etats-Unis : la vague rouge des Républicains n'est pas arrivée, contrairement à ce que prédisaient les sondages et contrairement à une certaine tradition politique. C'est en effet souvent le parti d'opposition qui remporte les élections des *mid-terms*. Surprise positive donc pour les Démocrates qui sont garantis de garder le contrôle du Sénat. Frustration chez les Républicains qui se pointent du doigt pour identifier le ou les coupables de ce score en demi-teinte. En attendant, ils sont quand même assurés de garder le contrôle de la chambre des représentants

On peut tirer quelques enseignements de ces élections : tout d'abord, elles se sont plutôt bien passées, démocratiquement. C'est à souligner, car les craintes de revivre les scènes de violence des élections présidentielles de 2020 étaient présentes parmi tous les bénévoles des bureaux de vote.

Ensuite, la qualité des candidats s'est révélée importante. Il ne suffit plus d'être financé et parachuté par un grand parti pour gagner, il faut aussi être un candidat légitime, implanté dans le tissu local, avec des valeurs morales en alignement avec la ligne de son parti (exemple : la victoire de la candidate démocrate Katie Hobbs au poste de Secrétaire d'état en Arizona contre la candidate MAGA Kari Lake). On remarque aussi que les *deniers*, les négationnistes qui refusent encore aujourd'hui de reconnaître les résultats de l'élection de Biden en 2020, ont largement perdu leurs élections (cas dans le Michigan, Wisconsin et Minnesota).

Enfin, un autre enseignement : la Floride, de même que l'Ohio ou l'Iowa, ont basculé dans le rouge. Ces états étaient historiquement des *swing states*, oscillant entre démocrates et républicains. La Floride en particulier est surveillée attentivement par les analystes. Cet état en pleine croissance (population +15% en 10 ans) est le 3^{ème} plus peuplé des Etats-Unis. Lors de ces élections, la Floride a franchement basculé côté républicain, avec l'écrasante victoire au poste de gouverneur de Ron DeSantis (R) rassemblant 60% des voix.

Beaucoup de surprises donc, et une période mouvementée à venir. Les deux prochaines années de l'administration Biden vont être compliquées. On ne s'attend pas à voir de grandes lois passer, les démocrates vont probablement mettre sur pause le projet de loi fédérale pro-avortement ainsi que le projet d'augmentation des crédits d'impôt pour les familles nombreuses.

Les républicains devraient s'opposer à toute dépense publique proposée par les démocrates. On peut donc s'attendre à des blocages notamment celui des institutions publiques, générant un *shutdown*, la fermeture des services publics aux citoyens. Les républicains pourraient s'opposer à l'augmentation de la dette publique. Cela déclencherait un vent de panique sur les marchés financiers traditionnellement très gourmands en bons du trésor américain, réputés pour leur stabilité et leur faible risque dans le monde entier.

La faible majorité emportée par républicains à la Chambre après la victoire du républicain de Californie Mike Garcia, qui s'est emparé du 218e siège pour le parti, complique la deuxième partie du mandat de Joe Biden et donne aux républicains le pouvoir de lancer des enquêtes (en particulier sur Joe Biden et son fils Hunter) et bloquer des lois. Cependant, **la marge de manœuvre des républicains au parlement sera assez ténue** et de nombreux nouveaux élus républicains se définissant comme modérés (aile Romney/Cheney). L'avenir nous dira donc comment le leader du groupe républicain à la chambre des représentants, Kevin McCarthy, gèrera les différentes fractions au sein de son parti et sa relation avec les démocrates, il devra sûrement courtiser l'extrême-droite et faire de sérieuses concessions pour asseoir ses positions.

En attendant et avant que le nouveau Congrès ne soit en place en janvier-2023, les démocrates et leur chef de file Chuck Schumer poussent au vote du projet de loi sur l'égalité du mariage pour garantir au niveau national les protections fédérales pour les mariages homosexuels et interracialisés.

C'est dans ce contexte en demi-teinte que Donald Trump a annoncé mardi 15 novembre 2022 sa candidature aux prochaines élections présidentielles de 2024. S'il est affaibli politiquement, il est en pleine forme physique malgré son âge, 76 ans. Il est toujours fortement soutenu par la base des républicains et reste un redoutable adversaire pour quiconque chercherait à barrer sa route aux primaires républicaines. Notons la singularité de la candidature de l'ancien président, deux fois destitué et qui fait l'objet de multiples enquêtes judiciaires. Donald Trump ne réussit pas à mordre dans l'électorat républicain modéré. Se présentera-t-il en indépendant s'il perd les primaires républicaines programmées en janvier 2023 ?

D'autres noms sont évoqués chez les républicains. Il semble que Mike Pence, devenu l'ennemi juré de Donald Trump après avoir été son fidèle Vice-Président pendant 4 ans, soit motivé pour entrer dans l'arène. On évoque aussi Mike Pompeo, ancien directeur de la CIA et ancien secrétaire d'état aux affaires étrangères dans l'administration Trump, Ted Cruz, sénateur du Texas, et Nikki Haley, ambassadrice auprès des Nations Unies et ancienne gouverneure de la Caroline du Sud.

Mais le nom qui revient le plus comme une petite musique lancinante, c'est celui de Ron DeSantis. Le gouverneur de la Floride au parcours sans faute, vétéran de la Navy, diplômé d'Harvard et de Yale, invité privilégié de Fox News, se voit comme le porte-parole d'une guerre culturelle anti-*wokisme* et comme un combattant au service de Dieu. Il reste à voir s'il osera se présenter face à Trump, son soutien de la première heure qui l'a aidé à se faire élire gouverneur il y a 4 ans. Tous deux sont floridiens, mais DeSantis est moins charismatique que Donald Trump et il n'est pas sûr que l'électorat républicain local lui pardonne une trahison du père spirituel. A 44 ans, DeSantis est encore jeune et décidera peut-être de passer son tour en 2024 et d'attendre le départ de Trump de la scène politique avant de se lancer plus tard en terrain conquis.

De l'autre côté de l'échiquier, le camp démocrate est regonflé par les résultats plutôt satisfaisants des *midterms*. Le risque serait de méprendre le rejet massif du 'trumpisme' qu'on a vu dans les urnes pour une ferveur pro-Biden. A bientôt 80 ans, Biden est déjà le président le plus âgé de l'histoire des Etats-Unis. En 2024, il aura 82 ans. Peut-être sera-t-il inspiré par l'exemple de Nancy Pelosi, qui vient de démissionner de son rôle de porte-parole du groupe démocrate au parlement américain, justement à 82 ans ?

Quels autres candidats potentiels chez les démocrates ? De gros calibres sont sur les rangs : Kamala Harris, la Vice-Présidente de Joe Biden, devra décider si c'est dans son intérêt de se présenter face à Biden s'il se présente aussi. Gavin Newsom, le gouverneur de Californie, a gagné en popularité ces derniers mois. Il affirme ne pas vouloir se présenter aux élections présidentielles, mais il pourrait

changer d'avis. On pense aussi à Pete Buttigieg, le secrétaire d'état aux transports, ou à Gretchen Whitmer, la gouverneure du Michigan qui vient d'être réélue et qui était pressentie pour devenir Vice-Présidente des Etats-Unis à la place de Kamala Harris.

Selon les analystes politiques de Washington, **le scénario le plus probable est celui d'un match-retour Trump-Biden, dont les Américains ne veulent à priori pas**, alors que de nouveaux profils prometteurs émergent comme la Démocrate Karen Bass devenue la première femme élue maire de la ville de Los Angeles, la seconde ville des Etats-Unis qui fait face à de nombreux problèmes liés au racisme, à la corruption et au sans-abrisme